



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de la coordination et de
l'appui territorial**

Bureau des enquêtes publiques et de l'environnement

Affaire suivie par Mme Sylvie Sold
sylvie.sold@moselle.gouv.fr
03 87 34 86 90

Metz, le 01 AVR. 2025

Lettre recommandée avec AR 2C 109 049 5699 0

Monsieur le directeur,

Par courriel du 21 mars 2025, je vous ai adressé, pour observations, un exemplaire du projet d'arrêté complémentaire portant prolongation de l'exploitation de l'installation que votre société Suez RV N-E exploite sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied, en application de l'article R.512-46-23 du code de l'environnement.

Après examen des observations formulées par courriel du 24 mars 2025, je vous notifie, sous ce pli, une copie de l'arrêté préfectoral pris ce jour.

Veuillez agréer, monsieur le directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général


Richard Smith

Monsieur Eric Dumoulin
Directeur Stockage Grand Est et Bourgogne Franche Comté
Suez RV Nord Est
Direction régionale
Espace européen des entreprises
17 rue de Copenhague
67300 Schiltigheim

ARRÊTÉ 2025-DCAT-BEPE- 119

du 01 AVR. 2025

complémentaire à l'arrêté n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 modifié portant prolongation de la durée de validité de l'autorisation d'exploiter accordée à la société Suez RV Nord Est pour son installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied jusqu'au 9 juin 2025

Le préfet de la Moselle
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles R. 181-46 et L. 541-15 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux Installations de Stockage de Déchets Non Dangereux ;
- Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 modifié autorisant la société Sita Lorraine à poursuivre l'exploitation du centre de stockage de déchets non dangereux et à exploiter un centre de regroupement/transit de déchets sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du N°2019-DCAT-BEPE-117 du 09 avril 2019, autorisant la société Suez RV Nord-Est à étendre son installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied et fixant la date de fin d'exploitation au 9 avril 2025 ;
- Vu** la demande de prolongation du délai de validité de l'autorisation d'exploiter de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Téting-sur-Nied transmise à la préfecture de la Moselle par la société Suez RV Nord-Est le 11 mars 2025, sans modification des conditions d'exploitation ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées du 20 mars 2025 ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 20 mars 2025 à la connaissance de la société Suez RV Nord-Est pour observations éventuelles ;
- Vu** la réponse formulée par la société Suez RV Nord-Est par courrier du 24 mars 2025 ;

Considérant que l'autorisation d'exploiter la société Suez RV Nord-Est fait l'objet d'un porter à connaissance de modification notable transmis à la préfecture de la Moselle par le 26 juillet 2024, complété par courriel le 25 novembre 2024, relatif à la modification des conditions

d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) de Téting-sur-Nied en cours d'instruction portant sur la modification de la durée d'exploitation, jusqu'au 30 avril 2032, et sur la modification des capacités moyennes et maximales autorisées, respectivement une baisse de 200 000 tonnes à 100 000 tonnes, et une baisse de 250 000 tonnes à 150 000 tonnes ;

Considérant que la demande de la société Suez RV Nord-Est de prolonger la durée d'exploitation de son ISDND de 2 mois, soit jusqu'au 9 juin 2025 est justifiée par l'instruction en cours d'une demande déposée le 26 juillet 2024 de modification des conditions d'exploitation ;

Considérant que la procédure d'instruction de ce porter-à-connaissance nécessite une participation du public par voie électronique devant se dérouler sur 15 jours, du 28 mars 2025 au 11 avril 2025. Ainsi, la date de clôture de la participation du public sera postérieure à la fin de l'autorisation d'exploiter en vigueur de l'ISDND, qui est actuellement au 9 avril 2025 ;

Considérant que la prolongation du délai de l'autorisation d'exploiter de 2 mois couvrira la finalisation de l'instruction du porter-à-connaissance susvisé ;

Considérant que la prolongation du délai de l'autorisation d'exploiter de 2 mois est faite afin de ne pas avoir de rupture d'exploitation dans l'attente de la finalisation de l'instruction du porter-à-connaissance susvisé et de la décision y afférent ;

Considérant que la prolongation d'exploitation de 2 mois n'est pas de nature à générer des impacts environnementaux supplémentaires, les conditions d'exploitation étant similaires à celles exercées jusqu'alors ;

Considérant que la proposition de modification de la durée d'exploitation (jusqu'au 9 juin 2025) ne constitue pas une modification substantielle au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement mais nécessite un arrêté préfectoral complémentaire encadrant ces nouvelles dispositions ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Suez RV Nord Est, sise 17 rue de Copenhague, 67300 Schiltigheim, est tenue de respecter, pour son installation de stockage de déchets non dangereux située sur le territoire de la commune de Téting-sur-Nied qu'elle exploite, les prescriptions du présent arrêté.

Article 2 : Durée de l'autorisation :

L'article 1.4.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 modifié est modifié comme suit :

« L'arrêté d'autorisation de l'extension cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives.

L'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux est accordée jusqu'au premier des deux termes échus suivants :

- jusqu'au 9 juin 2025 ;
- pour un volume restant d'enfouissement de 550 000 m³ ;

L'exploitation prendra fin à la première valeur atteinte. »

Article 3 : Autres dispositions:

Les autres dispositions fixées par les arrêtés préfectoraux n°2007-DEDD/IC-73 du 8 mars 2007 et N°2019-DCAT-BEPE-117 du 9 avril 2019 demeurent inchangées.

Article 4 :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Téting-sur-Nied et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans la mairie de la commune susvisée. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par le soin du maire de la commune susvisée et adressé à la préfecture.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (*publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Forbach - Boulay-Moselle*) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est, le maire de Téting-sur-Nied est chargé, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur de la société Suez RV Nord Est et au sous-préfet de Forbach – Boulay-Moselle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Richard Smith

Voies et délais de recours

En application des articles L.514-6 et R.514-3-1 du code de l'environnement la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

